

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1921.

Proposition de loi apportant des modifications aux lois des pensions des instituteurs primaires.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La loi du 18 mai 1912, qui a relevé aux trois quarts du traitement le maximum des pensions des membres du personnel de l'enseignement primaire et qui, de plus, a substitué le un cinquantième au un cinquante-cinquième, ni même la loi du 20 juin 1920 qui, par mesure générale, a majoré le taux des pensions, n'ont donné satisfaction aux légitimes aspirations des instituteurs.

Dans leurs divers groupements, ces intéressants et indispensables artisans du relèvement de la Nation, ont émis des vœux, à la réalisation desquels nous avons, à notre avis, le devoir de nous intéresser, dans la mesure de ce qui nous paraît juste et équitable.

C'est le sentiment qui nous a amenés à rédiger le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre au bienveillant examen de la Chambre.

Nous avons cru devoir, pour ne pas compliquer l'examen de la question, déjà si complexe, des pensions, limiter notre projet aux instituteurs dont s'est occupé spécialement la loi du 18 mai 1912, en son article 2, et dont l'énumération est reproduite à l'article premier du projet.

Cette disposition consacre une innovation. Alors que la loi organique du 21 juillet 1844 laisse au Gouvernement, sauf le cas d'incapacité physique du fonctionnaire par suite de blessures reçues ou d'accidents survenus dans l'exercice de ses fonctions (art. 5) la faculté d'apprécier souverainement l'opportunité d'une admission à la retraite, les instituteurs désirent qu'ils ne soient pas à la merci des circonstances et puissent prétendre, en droit, à la pension, à la fin d'une honorable carrière. Cette revendication nous paraît juste, car il n'est plus discutable que la pension de retraite est un traitement différé, que les pouvoirs publics ont l'obligation de payer au fonctionnaire quand il ne se sent plus à

même de s'acquitter de ses devoirs professionnels, avec la conscience et l'activité que l'on peut exiger de lui. Or, qui nous contestera encore que de nombreux instituteurs, après trente années de services, sont usés, déprimés, incapables de maintenir leur autorité et que, par conséquent, la valeur de l'enseignement qu'il est si nécessaire de relever sans cesse, s'en trouve préjudicialement diminuée. Il ne faut pas, par conséquent, que la faculté d'obtenir la pension soit encore laissée à l'arbitraire possible d'une appréciation de convenances et de circonstances. L'instituteur aura désormais un droit qui ne pourra plus lui être contesté (art. 1^{er}).

Les statistiques officielles constatent que, surtout parmi les femmes, l'âge, auquel les membres du personnel de nos écoles primaires se voient dans l'obligation de prendre leur retraite, à la suite d'infirmités contractées, le plus souvent, par l'exercice de leurs fonctions, diminue chaque année. Le surmenage, l'insalubrité trop fréquente des locaux, l'usure physique qui est plus rapide que dans les autres professions, et bien d'autres facteurs encore, expliquent cet abaissement de la durée moyenne de la carrière de l'instituteur. Or, n'est-ce pas inhumain que de vouer à la misère celui qui a ruiné sa santé au service de la chose publique? Et cependant, actuellement, la pension de nombreux instituteurs, qui ont dû prématurément prendre leur retraite, n'est qu'un traitement de famine! Nous demandons donc à la Chambre de s'associer à notre proposition d'accorder une pension égale aux $\frac{5}{6}$ du traitement, aux instituteurs qui ne peuvent arriver, par suite d'infirmités, au terme de leur carrière (art. 2).

Le cas de l'institutrice mariée, ayant un ou plusieurs enfants, qui, pour pouvoir se consacrer à son ménage et à l'éducation de ses enfants, se voit dans l'obligation de renoncer à la profession, n'est pas moins digne d'intérêt et de bienveillance. Il ne faut pas que la femme soit placée dans l'alternative de remplir son rôle de mère et de renoncer *ipso facto* à ses droits en matière de pension, ou de donner la préférence à la conservation de ceux-ci au détriment de ce qu'elle doit naturellement aux intérêts bien compris de son ménage. Nous estimons que la mère de famille ne doit être préjudiciée du fait que pour des raisons familiales, fort respectables, elle se voit dans l'obligation de renoncer à son emploi. Le bien-fondé de ces raisons doit nécessairement être laissé à l'appréciation du Ministre, qui décidera, et la décision affirmative constituera un droit en faveur de l'intéressée (art. 3).

L'article 4 de notre projet substitue à la base du $\frac{1}{50}$ de la pension, celle du $\frac{1}{44}$ et fixe le maximum de la pension aux $\frac{5}{6}$ du traitement sur lequel celle-ci est réglée. De plus, l'article 4 introduit, dans la législation, une innovation qui est réclamée de divers côtés. Au lieu de proportionner la pension à la moyenne des traitements des cinq dernières années, nous la tablons sur le traitement ou des traitements de l'année la plus favorable de la carrière. Supposons que l'instituteur prenne sa retraite en octobre 1921 et qu'il ait joui, pendant les neuf premiers mois de l'année, d'un traitement annuel de 9,000 francs et, pendant les trois mois antérieurs, de 8,000 francs, par exemple, période qui est la plus favorable, la pension sera calculée sur la moyenne de ces deux traitements d'une période de douze mois.

Les pouvoirs publics ont le devoir d'assurer, à leurs fonctionnaires, une retraite honorable ; il ne faut pas qu'après avoir consacré le meilleur de leur intelligente activité à leur profession, sans avoir pu prélever, sur leur modeste traitement, une épargne pour leurs vieux jours, ils se trouvent aux prises avec les difficultés de la vie, dans la dernière période de leur existence. La pension ne peut donc être de beaucoup inférieure au traitement et nous estimons qu'elle doit pouvoir atteindre les $\frac{5}{6}$ de celui-ci, maximum que l'instituteur, à la faveur de la base du $\frac{1}{44}$, pourra atteindre après trente années de services.

Sous le régime actuel, il n'est tenu compte, pour le règlement de la pension de l'instituteur, que des services qu'il a rendus dans l'enseignement de l'État, dans les établissements d'instruction des communes, dans les écoles primaires adoptées et adoptables, et dans les écoles normales agrées et leurs écoles d'application. Et cependant, la loi organique de l'enseignement primaire admet, dans la supputation des services qui donnent droit à des augmentations de traitement, les services rendus dans les écoles gardiennes adoptées ou adoptables et ceux qui ont été prestés postérieurement à l'obtention du diplôme, dans les écoles primaires payantes et dans les classes préparatoires d'un établissement d'enseignement privé ou dans tout autre établissement analogue (art. 31). Il est rationnel, dès lors, d'admettre ces mêmes services dans le règlement de la pension. De plus, la loi n'admettant au bénéfice de celle-ci que les instituteurs laïcs des écoles primaires adoptées ou adoptables, il nous paraît injuste de ne pas leur permettre de compter les services qu'ils ont rendus lorsqu'ils appartenaient à une corporation religieuse.

L'article 6 de notre projet réalise le vœu des instituteurs des écoles adoptables, que la loi du 18 mai 1912 a laissé dans une situation d'infériorité au regard de leurs collègues des écoles communales et des écoles adoptées. En effet, leur pension ne peut s'élever qu'aux trois cinquièmes du taux légal et cependant la loi leur accorde le même traitement qu'aux instituteurs des écoles communales ; et puis, ne rendent-ils pas les mêmes services ? Et pourquoi ne pas revenir au droit commun et calculer leur pension, non pas sur un traitement fictif — le traitement légal — mais sur le traitement réel ? Le retour à la base du traitement *réel*, établie par la loi générale, se justifie à suffisance. Nous proposons donc, dans cet ordre d'idées, l'abrogation des §§ 1, 3 et 4 de la loi du 18 mai 1912.

L'article 7, § 2, de la loi du 25 août 1901 impose à l'instituteur d'une école adoptée, sous peine de la perte de ses droits, en matière de pension, l'obligation d'adresser, dans les six mois, au Ministre, une copie de l'acte d'adoption de l'école et de l'acte d'agrément de l'instituteur. Cependant l'instituteur communal n'est astreint à aucune formalité. Que l'administration puisse exercer son contrôle, constituer un dossier pour chacun des membres du personnel qui a des droits en matière de pension, ce sont là des précautions administratives contre lesquelles personne ne proteste ; mais il nous paraît excessif de frapper de déchéance l'instituteur adopté qui n'a pas produit spontanément la justification de ses titres, dans un délai de six mois. Nous proposons donc l'abrogation du § 2 de l'article 7 de la loi du 25 août 1901 (art. 7).

La loi organique de l'enseignement primaire ayant admis les institutrices des écoles gardiennes adoptées et adoptables à la jouissance des subsides de l'État

dans les conditions qu'elle détermine (art. 33), il est rationnel et équitable d'admettre ce personnel au bénéfice de la loi sur les pensions. Cet avantage assurera un meilleur recrutement du personnel de ces utiles institutions (art. 8).

L'article 9 de notre projet met à charge de l'État la dépense des pensions. C'est, à notre avis, la conséquence logique des modifications que la Législature a apportées au régime du paiement des traitements des instituteurs. Les charges des pensions concédées resteront inscrites parmi les dépenses obligatoires des provinces et des communes (art. 9).

Les auteurs de la loi du 16 mai 1876, qui a étendu l'application de la législation générale des pensions aux instituteurs, ont cru devoir régler la composition et la compétence du conseil de la caisse des veuves et orphelins. Ce collège est composé de sept membres nommés par le Roi, dont deux sont choisis dans les administrations communales et un membre dans les députations permanentes des conseils provinciaux. Actuellement, ce conseil est composé d'un député permanent, de deux bourgmestres, de deux fonctionnaires de l'administration centrale et de deux instituteurs. Les instituteurs demandent, avec raison, que ce conseil, à l'exemple des conseils des institutions similaires, soit composé de sept membres choisis parmi les affiliés et de deux fonctionnaires de l'administration centrale. La présence, au sein du conseil, de personnes appartenant aux administrations communales et d'un député permanent, qui pouvait se justifier, en 1876, à l'époque où le législateur imposait aux provinces et aux communes les charges des caisses de prévoyance mises en liquidation, n'a plus sa raison d'être.

Il est légitime que les instituteurs communaux adoptés et adoptables et les professeurs des établissements communaux d'enseignement aient leurs représentants, choisis parmi eux, au Conseil de la Caisse. Il appartient, d'autre part, au Gouvernement, de régler les attributions du conseil suivant les circonstances et de limiter sa compétence à la seule gestion de la caisse. Le contrôle de l'octroi des pensions de retraite appartient à la Cour des Comptes (art. 10).

L'article 11 du projet prévoit une nouvelle révision des pensions des instituteurs, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1921. Les augmentations qui ont été accordées, à partir du 1^{er} octobre 1919, ont été calculées d'après les bases uniformes établies par la loi générale du 3 juin 1920. Mais ces bases sont inférieures à celles qui ont été arrêtées, soit par la Législature, soit par les Conseils communaux, pour les membres du personnel enseignant. Les instituteurs sont donc lésés; il est équitable de donner aux anciens ce que pourront obtenir ceux de leurs collègues qui ont l'avantage de terminer leur carrière sous le régime nouveau.

Ce court exposé permettra à la Chambre de se rendre compte de la légitimité et de l'opportunité des dispositions du projet de loi auquel elle voudra bien s'associer, nous aimons à le croire.

H. MARCK.

ANNEXE AU N° 464.**Proposition de loi apportant des modifications aux lois des pensions des instituteurs primaires.****ARTICLE PREMIER**

Par modification à l'article 2 de la loi du 31 mars 1884, les instituteurs :

- a) Des écoles primaires, gardiennes et d'adultes des communes ;
- b) Des écoles primaires adoptées et adoptables ;
- c) Des écoles d'application annexées aux écoles normales de l'État et des communes et aux écoles normales provinciales ou libres agréées ;
- d) Des sections préparatoires annexées aux établissements d'enseignement moyen de l'État et des communes,

On droit à la pension, sur leur demande, à l'âge de cinquante ans révolus, sauf en cas de révocation, pourvu qu'ils comptent trente années de services, y compris celles attribuées à la possession d'un ou plusieurs diplômes.

ART. 2.

Les instituteurs, visés à l'article 1^{er}, reconnus définitivement hors d'état de continuer leurs fonctions, par suite d'infirmités, ont droit à une pension égale aux $\frac{5}{6}$ du traitement qui sert de base au calcul de la pension, y compris les avantages attachés à des fonctions accessoires.

BIJLAGE VAN N° 464.**Wetsvoorstel tot wijziging der wetten op de pensioenen der lagere onderwijzers.****EERSTE ARTIKEL.**

Bij wijziging van artikel 2 der wet van 31 Maart 1884 hebben de onderwijzers :

- a) Van de gemeentelijke lagere scholen, bewaarscholen en scholen voor volwassenen ;
- b) Van de aangenomen en aanneembare lagere scholen ;
- c) Van de oefenscholen in de normaalscholen van den Staat en van de gemeenten, alsmede in de toegelaten provinciale of vrije normaalscholen ;
- d) Van de voorbereidende afdelingen in de gestichten van middelbaar onderwijs van den Staat en van de gemeenten,

Recht op pensioen, wanneer zij dit aanvragen, op den leeftijd van volle vijftig jaar, behalve bij afzetting, en na dertigjarigen dienst, met inbegrip van de jaren geldende voor het bezit van een of meer diploma's.

ART. 2.

De bij artikel 1 bedoelde onderwijzers, wegens lichaamsgebreken voorgoed ongeschikt bevonden om hun ambt voort te zetten, hebben recht op een pensioen gelijk aan $\frac{5}{6}$ der jaarwedde, die als grondslag voor de berekening van het pensioen moet gelden, met inbegrip van de verdiensten wegens bijkomende ambten.

ART. 3.

L'institutrice mariée, ayant un ou plusieurs enfants, en fonctions dans les institutions visées à l'article 1^{er}, pourra, sur sa demande, être admise à la pension, quels que soient son âge et la durée de ses services, lorsque des raisons familiales ne lui permettront plus d'occuper son emploi. Le Ministre statuera, par arrêté motivé, sur la légitimité des raisons invoquées.

ART. 4.

La pension des personnes énumérées à l'article premier est calculée, pour chaque année de service dans les écoles indiquées dans cette disposition, à raison de 1/44 du ou des traitements les plus favorables qui servent de base à la pension, et qui ont rétribué, pendant la période d'une année, les fonctions remplies dans ces écoles.

Aucune pension ne pourra excéder les 5/6 du traitement de base.

ART. 5.

Dans la supputation des services admissibles, pour le règlement des pensions des personnes énumérées à l'article premier, seront compris tous les services rendus, aussi bien en qualité de religieux que de laïc, dans des institutions d'enseignement, et dont il est tenu compte pour la fixation du traitement, conformément aux dispositions de la loi organique de l'enseignement primaire.

Ces services sont justifiés par tous les moyens de preuve dont l'intéressé dispose, et un arrêté ministériel, motivé, statue, dans chaque cas, sur le point de

ART. 3.

De gehuwde onderwijzeres met een of meer kinderen, in dienst in de bij artikel 1 bedoelde instellingen kan op haar verzoek en onaan gezien haar leeftijd en hare jaren dienst, tot pensioen toegelaten worden, indien zij, om familiere denen, hare betrekking niet meer kan bekleeden. De Minister doet, bij met redenen omkleed besluit, uitspraak over de gegrondheid der aangevoerde redenen.

ART. 4.

Het pensioen der in artikel 1 vermelde personen wordt, voor elk jaar dienst in de bij deze bepaling bedoelde scholen, berekend op 1/44 der gunstigste jaarwedde of jaarwedden die als grondslag, voor het pensioen gelden en waardoor de in die scholen vervulde ambten gedurende een jaar werden bezoldigd.

Geen pensioen mag 5/6 der als grondslag geldende wedde overschrijden.

ART. 5.

Al de diensten, in onderwijsinrichtingen bewezen als kloosterling of als wereldlijke en geldende tot de vaststelling der wedde overeenkomstig de bepalingen der wet tot regeling van het lager onderwijs, komen, bij het berekenen van de geldende diensten, in aanmerking tot het regelen van de pensioenen der in artikel 1 vermelde personen.

Gezegde diensten worden bewezen door alle bewijsmiddelen welke de belanghebbende kan aanvoeren en een met redenen omkleed ministerieel be-

savoir si ces services sont justifiés à suffisance.

ART. 6.

Les dispositions énoncées aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 7 de la loi du 18 mai 1912, relatives au mode de calcul des pensions des instituteurs des écoles primaires adoptables, sont abrogées.

ART. 7.

Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 15 août 1901 relative à l'obligation pour l'instituteur d'une école adoptée, d'adresser, au Ministère, une copie de l'acte d'adoption ou de l'acte d'agrèation, dans les six mois de sa date, est abrogé. Le mode de justification des services dans les écoles adoptées sera réglé par arrêté royal.

ART. 8.

Les lois et règlements qui régissent la pension des instituteurs primaires adoptés et adoptables, ainsi que les statuts de la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs communaux, sont appliqués aux membres du personnel enseignant des écoles gardiennes adoptées ou adoptables, s'ils sont Belges, diplômés ou dispensés.

ART. 9.

Les pensions qui font l'objet de la présente loi sont à la charge exclusive

sluit beslist, in elk geval, of die diensten voldoende bewezen zijn.

ART. 6.

De bepalingen der paragr. 1, 3 en 4 van artikel 7 der wet van 18 Mei 1912, betreffende de wijze van berekening der pensioenen van de onderwijzers der aanneembare lagere scholen, worden ingetrokken.

ART. 7.

Paragraaf 2 van artikel 7 der wet van 15 Augustus 1901, krachtens welke de onderwijzer eener aangenomen school verplicht is, een afschrift der akte van aanneeming of der akte van toelating aan het Ministerie te doen geworden binnen zes maanden na de dagteekening daarvan, wordt ingetrokken. Bij Koninklijk besluit wordt bepaald hoe de diensten in de aangenomen scholen dienen te worden bewezen.

ART. 8.

De wetten en reglementen op het pensioen van de aangenomen en aanneembare lagere onderwijzers, alsmede de statuten der kas voor weduwen en weezen, van gemeenteleeraars en gemeenteonderwijzers zijn van toepassing op de leden van het onderwijzend personeel der aangenomen of aanneembare bewaarscholen, indien zij Belgen zijn en in 't bezit zijn van een diploma of daarvan zijn vrijgesteld.

ART. 9.

De pensioenen, door deze wet geregeld, zijn uitsluitend ten laste van den

de l'État. Les pensions ayant pris cours antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi continueront à être payées par l'État, concurremment avec les provinces et les communes.

ART. 10.

L'article 11 de la loi du 16 mai 1876 relatif à la composition du Conseil de la Caisse des veuves et orphelins des professeurs et instituteurs et à ses attributions, est abrogé. Ces points seront réglés par arrêté royal.

ART. 11.

Les pensions en cours des personnes qui font l'objet de la présente loi seront révisées, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1921, sur la base de la moyenne des traitements des cinq dernières années, fictivement majorés aux taux des barèmes en vigueur au 1^{er} janvier 1921. Les autres bases antérieures sont maintenues. Toutefois il sera tenu compte des services spécifiés à l'article 5 de la présente loi.

Staat. De pensioenen, die ingang hebben genomen vóór het in werking treden dezer wet, worden, zooals vroeger, uitbetaald door den Staat te zamen met de provinciën en de gemeenten.

ART. 10.

Artikel 11 der wet van 16 Mei 1876 betreffende de samenstelling der kas voor weduwen en weezen van leeraars en onderwijzers, en hare bevoegdheden, wordt ingetrokken. Deze zaken worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 11.

De loopende pensioenen van de personen, waarop deze wet van toepassing is, zullen herzien worden, met toekenning vanaf 1 Januari 1921, op den grondslag van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren, fictief verhoogd tot het bedrag der wedderoosters welke van kracht zijn op 1 Januari 1921. De overige, vroegere grondslagen blijven ongewijzigd. De diensten, waarvan sprake in artikel 5 dezer wet, zullen echter in aanmerking genomen worden.

H. MARCK.

P. POULLET.

JULES PONCELET.

J. MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1921.

Wetsvoorstel tot wijziging der wetten op de pensioenen der lagere onderwijzers.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Noch de wet van 18 Mei 1912, welke het maximum der pensioenen van het lager onderwijspersoneel tot op de drie vierden der jaarwedde heeft verhoogd en welke, daarenboven, het één vijf-en-vijftigste door het één vijftigste heeft vervangen, — noch zelfs de wet van 20 Juni 1920 die, bij algemeenen maatregel, het bedrag der pensioenen heeft verhoogd, — hebben voldoening geschonken aan de billijke wenschen der onderwijzers.

In hunne onderscheidene groepeerings hebben deze belangwekkende en onmisbare ijveraars voor 's lands opbeuring wenschen uitgedrukt aan welker verwezenlijking wij, naar onze meening, verplicht zijn ons toe te wijden in de mate welke ons rechtvaardig en billijk toeschijnt.

In dit gevoel en werden wij er toe gebracht het wetsvoorstel op te maken, dat wij de eer hebben aan het welwillend onderzoek der Kamer te onderwerpen.

Ten einde het onderzoek van de zoo ingewikkelde kwestie niet te verzwaren, achtte ik het geraadzaam ons ontwerp te beperken tot de onderwijzers waarmede zich inzonderheid bezighoudt de wet van 1912 in haar artikel 2, en die in het eerste artikel van het ontwerp zijn vermeld.

Deze bepaling is eene nieuwigheid. De organieke wet van 21 Juli 1844 laat de Regeering vrij, behoudens het geval van lichamelijke onbekwaamheid van den ambtenaar tengevolge van bekomen wonden of ongevallen in de uitoefening van zijn ambt overkomen (art. 5), in hoogsten aanleg te beslissen over de gepastheid om tot het pensioen toe te laten; doch de onderwijzers wenschen niet aan de wisselvalligheden van de omstandigheden te worden overgelaten en, van rechtswege, bij het einde eener eervolle ambtelijke loopbaan, op het pensioen te mogen aanspraak maken. Deze eisch schijnt ons billijk toe, want het is buiten kijf, dat het pensioen eenvoudig eene verdaagde betaling van wedde is, welke de openbare overheid verschuldigd is aan den ambtenaar, wanneer deze niet meer in staat is zijne beroepspligten met de gewetensvolle bedrijvigheid, welke men van hem eischen mag, te vervullen. Welnu, wie zal nog betwisten dat tal van onderwijzers, na dertig jaren dienst, niet versleten zijn, moreel ingezonken, onbekwaam hun gezag te handhaven, en dat, bijgevolg, de waarde van het onderwijs waarvan het pijl bij voortduur dient hoog te worden gehouden,

op beduidende wijze er door verminderd wordt. Het mag dienvolgens niet, dat het verkrijgen van het pensioen nog afhankelijk worde gesteld van de willekeurige beoordeeling van gepaste omstandigheden. Voortaan zal de onderwijzer een recht bezitten, dat hem niet meer kan betwist worden (art. 1).

Uit de officieele statistiek blijkt dat, vooral onder de vrouwen, telken jare de leeftijd daalt, waarop de leden van het personeel onzer lagere scholen verplicht zijn hun pensioen te vragen ten gevolge van lichaamsgebreken die zij meestal in de uitoefening van hun ambt hebben gekregen. De overspanning, de niet zeldzame ongezonde toestand der lokalen, de lichamelijke afmatting die bij het onderwijzersambt spoediger intreedt dan bij de andere beroepen, en nog vele andere factoren zijn als zoovele redenen welke deze daling van den gemiddelden duur van de onderwijzersloopbaan verklaren. Is het dan niet onmenschelijk tot de ellende te doemen dengene die zijne gezondheid ten dienste van het algemeen welzijn heeft ten onder gebracht? En toch is heden ten dage het pensioen van tal van onderwijzers, die vroegtijdig hun pensioen moesten vragen, slechts een hongerloon.

Wij vragen dus dat de Kamer zich bij ons voorstel aansluiten zou, ten einde aan de onderwijzers die, ten gevolge van lichaamsgebreken of ziekte, hunne loopbaan niet kunnen voltrekken (art. 2), een pensioen te verleenen gelijk aan de vijf zesden hunner wedde.

De gehuwde onderwijzeres die een of meer kinderen heeft en, om zich aan haar huishouden of aan de opvoeding harer kinderen te kunnen wijden, verplicht is aan haar beroep vaarwel te zeggen, verkeert in een geval dat niet minder onze welwillendheid vergt. Het mag niet dat de vrouw tegenover de keuze wordt gesteld haren moederplicht te vervullen en daardoor af te zien van hare rechten op pensioen, ofwel deze rechten te behouden ten nadeele van hetgeen zij natuurlijkerwijs verschuldigd is aan de welbegrepen belangen van haar huishouden. Wij zijn van gevoelen, dat de huismoeder niet mag benadeeld worden door het feit dat zij, om zeer eerbiedwaardige gezinsredenen, verplicht is van haar ambt af te zien. De beoordeeling van de al of niet gegrondheid dezer redenen moet noodzakelijkerwijs aan den Minister worden overgelaten, en wanneer deze in gunstigen zin beslist, zal dit een recht uitmaken ten voordeele van de belanghebbende (art. 34).

Door artikel 4 van ons ontwerp wordt de grondslag van één vijftigste van het pensioen vervangen door één vier-en-veertigste en het maximum-pensioen wordt op vijf zesden gesteld van de wedde die als grondslag dient tot berekening van het pensioen. Daarenboven wordt door artikel 4 eene nieuwigheid in onze wetgeving ingevoerd, welke van verschillende zijde wordt gevraagd. In plaats van het pensioen te berekenen volgens de gemiddelde som der wedden van de vijf laatste jaren, nemen wij tot grondslag de gunstigste jaarwedde of jaarwedden van de loopbaan. Onderstellen wij eenen onderwijzer die zijn pensioen aanvraagt in October 1921, gedurende de negen eerste maanden van het jaar betaald werd volgens eene jaarwedde van 9,000 frank, en gedurende de drie voorgaande maanden, volgens eene jaarwedde van 8,000 frank; wanneer deze twee wedden voor hem de gunstigste zijn, wordt het pensioen berekend naar de gemiddelde som van deze beide jaarwedden over een tijdsverloop van twaalf maanden.

De Openbare Besturen hebben den plicht aan hunne ambtenaren een degelijk pensioen te verschaffen; het mag niet dat zij, wanneer zij het beste van hun verstand en hunne bedrijvigheid aan hun beroep hebben besteed, zonder op hun bescheiden wedde te hebben kunnen sparen voor hunnen ouden dag, gedurende het laatste tijdperk van hun leven met de moeilijkheden van het bestaan te kampen hebben. Het pensioen mag dus niet veel lager komen te staan als de wedde zelf, en wij zijn van gevoelen dat het de $\frac{5}{6}$ daarvan moet kunnen bereiken, maximum dat de onderwijzer op grondslag van $\frac{1}{44}$, na dertig jaren dienst, zal kunnen bekomen.

Bij de bestaande regeling komen voor de vaststelling van het onderwijzerspensioen alleen in aanmerking, de diensten die hij bewezen heeft in het Staatsonderwijs, in de onderwijsgestichten der gemeenten, in de aangenomen en aanneembare lagere scholen, in de aangenomen normaalscholen en dezer oefenscholen. En nochtans, laat de wet tot regeling van het lager onderwijs toe, bij de berekening der diensten welke recht geven op de weddeverhoogingen, in aanmerking te brengen de diensten bewezen in de aangenomen of aanneembare bewaarscholen alsmede den tijd doorgebracht, na de verwerving van het diploma, in de betalende lagere scholen en in de voorbereidende klassen van een privaat-onderwijsgesticht of in elk dergelijke inrichting (art. 31). Dienvolgens is het billijk deze zelfde diensten in aanmerking te nemen tot regeling van het pensioen. Daarenboven, ofschoon de wet tot dit pensioen slechts toelaat de leeken-onderwijzers der aangenomen of aanneembare lagere scholen, schijnt het ons niet billijk hun de diensten niet aan te rekenen, welke zij als onderwijzer bewezen hebben in eene kloostergemeente.

Artikel 6 van ons voorstel verwezenlijkt den wensch van de onderwijzers der aanneembare scholen, die door de wet van 18 Mei 1912 in een staat van minderwaardigheid zijn gelaten ten aanzien van hunne collega's der gemeentescholen en der aangenomen scholen. Hun pensioen kan inderdaad slechts beloopen tot de drie vijfde van het wettelijk bedrag, al verleent de wet hun dezelfde jaarwedde als aan de onderwijzers der gemeentescholen; ten andere bewijzen zij niet dezelfde diensten? En waarom zou men niet het gemeen recht toepassen en hun pensioen berekenen niet op eene ingeebelde, de wettelijke, wedde, maar op de werkelijke wedde? Het wederinvoeren van den grondslag der *werkelijke* wedde, vastgesteld door de algemeene wet, is volkomen gewettigd. In dien geest stellen wij dus voor de §§ 1, 3 en 4 van de wet van 18 Mei 1912 te doen wegvallen.

Artikel 7, § 2, van de wet van 25 Augustus 1901 legt aan den onderwijzer, op straffe van 't verlies zijner rechten inzake van pensioen, de verplichting op binnen zes maanden aan den Minister een afschrift te zenden van de akte van aanneming der school en van de toelating van den onderwijzer. De gemeenteonderwijzer is echter aan geene enkele verplichting onderworpen: Het toezicht uitgeoefend door het Beheer, het opmaken van een dossier voor elk der leden van het personeel die rechten hebben te doen gelden inzake van pensioen, zijn voorzorgen van bestuurlijken aard waartegen niemand bezwaar inbrengt. Maar ons komt het overdreven voor den aangenomen onderwijzer, die niet uit eigen beweging, binnen zes maand, de bewijzen van zijn titels heeft overgelegd, zijn rechten te doen verliezen. Wij stellen dus voor § 2 van artikel 7 der wet van 25 Augustus 1901 (art. 7) te doen wegvallen.

Daar de wet tot regeling van het lager onderwijs de onderwijzeressen der aangenomen en aanneembare bewaarscholen toegelaten heeft tot het trekken der Staatstoelagen, onder de voorwaarden aldaar bepaald (art. 33), is het redelijk en billijk aan dit personeel ook het voordeel der pensioenwet te verleenen. Daardoor zal ook eene betere aanwerving van het personeel dier nuttige instellingen worden verzekerd (art. 8).

Artikel 9 van ons voorstel legt de uitgaven van de pensioenen ten laste van den Staat. Naar onze meening is dit het logisch gevolg van de wijzigingen die de wetgeving gebracht heeft in het stelsel van de betaling van de onderwijzersweden. De lasten van de reeds verleende pensioenen blijven ingeschreven onder de verplichte uitgaven van de provinciën en de gemeenten (art. 9).

De makers der wet van 10 Mei 1876, waarbij de algemeene wetgeving op de pensioenen ook op de onderwijzers werd toegepast, meenden de samenstelling en de bevoegdheid van den Raad der Kas van Weduwen en Weezen te moeten regelen. Die raad is samengesteld uit zeven leden, door den Koning benoemd, waarvan er twee worden gekozen in den schoot der gemeentebesturen en een in de bestendige deputatiën der provincieraden. Tegenwoordig bestaat die raad uit één lid van de bestendige deputatie, twee burgemeesters, twee ambtenaren van het Centraal bestuur, en twee onderwijzers. De onderwijzers vragen te recht dat deze raad, naar het voorbeeld van de raden van andere gelijksoortige instellingen, zou samengesteld worden uit zeven leden gekozen onder de aangeslotenen en uit twee ambtenaren van het Centraal bestuur. Daar is geen reden meer voor de aanwezigheid, in den schoot van dien raad, van personen behoorende tot de gemeentebesturen en van een lid der bestendige deputatie; dat kon nog te verklaren zijn in 1876, toen de wetgever aan de provinciën en aan de gemeenten de lasten oplegde van de voorzorgskassen die vereffend werden.

Het is billijk dat de aangenomen en aanneembare gemeenteonderwijzers en de leeraars der gemeentelijke onderwijsinrichtingen hunne vertegenwoordigers tellen, onder hen zelf gekozen, in den Raad der Kas. Anderzijds is het aan de Regeering de bevoegdheden van dien Raad te regelen volgens de omstandigheden en ze te beperken tot het beheer van de Kas. Het toezicht over het uitkeeren der pensioenen valt onder de bevoegdheid van het Rekenhof (art. 10).

In artikel 11 van het ontwerp wordt eene nieuwe herziening van de pensioenen der onderwijzers voorzien, met terugwerkende kracht tot op 1 Januari 1921. De verhoogingen, toegestaan van 1 October 1919 af, werden berekend op de eenvormige grondslagen vastgesteld door de algemeene wet van 3 Juni 1920. Maar deze grondslagen zijn lager dan deze vastgesteld, hetzij door de Wetgeving, hetzij door de gemeenteraden, voor de leden van het onderwijzend personeel. De onderwijzers zijn dus benadeeld; het is billijk aan de ouderen te schenken wat diegenen hunner collega's, die 't geluk hadden hun loopbaan te eindigen onder het nieuwe stelsel, kunnen bekomen.

Deze bondige toelichting zal aan de Kamer toelaten te oordeelen hoe billijk en gepast de schikkingen van dit wetsvoorstel zijn. Wij willen hopen dat de Kamer zich daarbij zal aansluiten.

H. MARCK.